

X/Jeun 44 P'

Les premiers pas de la coopération euro-asiatique à l'épreuve de la crise

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Les 3 et 4 avril, se tient, à Londres, le deuxième sommet de l'ASEM (Asia Europe Meeting). Son ordre du jour est chargé. Tout en promettant d'être dominé par la crise asiatique et la situation du Japon, il doit prendre plusieurs initiatives sur des sujets aussi divers que le commerce, les échanges culturels, la lutte contre l'exploitation de l'enfance et la lutte contre la drogue. Un Centre de la technologie de l'environnement doit être créé en Thaïlande.

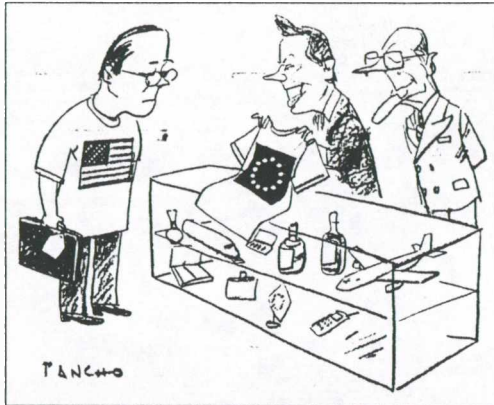
A l'origine de ce forum, il y a eu l'élan donné par Jacques Chirac, « l'Asiate de l'Europe ». Il s'agissait alors d'établir le lien manquant entre les trois pôles de développement de la planète. Le transatlantique, entre l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest, est une vieille histoire. Depuis sa création en 1989, l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) est devenue la tribune transpacifique. Depuis un premier sommet à Bangkok en 1996, l'ASEM dialogue entre les quinze de l'Union européenne et les dix de l'Asie de l'Est, fait donc le troisième lien - l'euro-asiatique. Le triangle s'est ainsi réalisé et l'im-

L'ASEM, instrument du dialogue Europe-Asie

● **Les membres.** Fondé lors d'un premier sommet en 1996 à Bangkok, l'ASEM (Asia Europe Meeting) ou « Forum Asie-Europe » réunit les quinze de l'Union européenne, la Commission de Bruxelles, trois Etats d'Extrême-Orient (Chine, Corée du Sud et Japon) ainsi que sept pays d'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam). Instrument de dialogue, il n'a pas de secrétariat. Ses sommets ont lieu tous les deux ans.

● **Les candidats.** Les principaux candidats à l'ASEM sont l'Inde, le Pakistan, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Birmanie et le Laos.

● **Chine-UE.** En marge du sommet de l'ASEM, la Chine et l'Union européenne ont tenu à Londres un premier « mini-sommet » avec le nouveau premier ministre chinois, Zhu Rongji, Tony Blair, qui assure la présidence tournante de l'UE, et le président de la Commission européenne, Jacques Santer.



pulsion donnée par le président français - puis « vendue » à la faveur de la présidence française de la Commission par Edouard Balladur à ses collègues européens - y a été pour quelque chose.

Toutefois, en dépit de la multiplication de rencontres ministérielles, culturelles et d'affaires, le tissu est demeuré ténu. Même avant la crise économique qu'elle connaît aujourd'hui, l'Asie de l'Est ne formait pas un pan très apparent d'une diplomatie européenne. C'est un premier paradoxe : l'Extrême-Orient et son pré carré du Sud-Est asiatique sont, en Europe, un rare sujet de convergence. Certes, de nouveaux canaux ont été établis et des Initiatives intéressantes prises, telle l'installation d'une Fondation Europe-Asie à Singapour. Mais le sommet de Bangkok a pâti, d'un côté comme de l'autre, d'un manque de suivi, révélateur d'une absence relative d'intérêt.

UNE PRÉSENCE EN POINTILLÉ

La crise asiatique, qui a commencé en juillet 1997, a souligné un deuxième paradoxe : l'absence de visibilité de l'Union européenne (UE) dans cette affaire, alors que les Quinze sont très engagés en Asie. Entre 1985 et 1992, les échanges entre l'UE et l'Asie orientale ont triplé. En 1994, cette dernière a représenté 23,2 % du commerce extérieur de l'UE (contre 17,4 % du commerce extérieur des Etats-Unis). En 1996, les dix pays de l'ASEM ont atteint les 201 milliards de dollars dans le commerce extérieur de l'UE.

La crise financière a souligné, plus récemment, que les banques

européennes étaient, en compagnie des japonaises, nettement plus exposées que les banques américaines. Enfin, la contribution des Quinze au financement du Fonds monétaire international (FMI) est de 30 %, alors que celle des Etats-Unis n'est que de 18,3 % : la part des Européens dans les plans d'aide du FMI aux pays en difficulté est donc mécaniquement et systématiquement plus élevée que celle de Washington. Sur les 53,4 milliards de dollars consentis ces derniers mois par les institutions de Bretton Woods à quatre pays (Thaïlande, Corée, Indonésie, Philippines), la contribution de l'Europe s'est élevée à 16 milliards de dollars

contre 9,6 milliards pour les Etats-Unis. Si l'on ajoute les engagements bilatéraux, l'effort européen atteint 22,2 milliards de dollars contre 17,3 milliards pour Washington.

Certes, au même titre que l'Europe, les Etats-Unis ont mis un temps à jauger la gravité de la crise asiatique. Mais, une fois l'ampleur du désastre mesurée et malgré les réserves du Congrès, la Maison Blanche a occupé le terrain, en étroite coopération avec le FMI. Bill Clinton a pris son téléphone pour sermonner Japonais et Indonésiens. Il a distribué des médailles et des sous aux bons élèves du FMI, thaïlandais et sud-coréens. Les membres de son gouvernement ont sillonné la région.

VERS UN SECOND SOUFFLE

Alors qu'elle éponge une partie plus importante de l'addition, l'UE s'est beaucoup moins manifestée, même si le chancelier allemand, Helmut Kohl, a conseillé au président Suharto de reprendre le droit chemin du FMI et si, plus récemment, un émissaire britannique, Derek Fatchett, s'est rendu en Asie du Sud-Est pour préparer le sommet de Londres. Des lignes de crédits ont été ouvertes, mais dans le désordre habituel du bilatéralisme. La présence de l'Europe est demeurée en pointillé, alors que les Etats-Unis occupaient le devant de la scène. En provenance d'Europe, il n'y a eu ni décision ni message.

Le deuxième sommet de l'ASEM, devrait donc avoir pour

mission de rendre un souffle à un dialogue peu vivant. Il appartient à Tony Blair, hôte de la réunion et président de l'UE, de le faire sans pour autant donner trop l'impression de tirer le tapis sous les pieds de Jacques Chirac, locomotive du

nement. L'un des hommes-clés de la crise dans sa phase actuelle, le président Suharto a délégué son vice-président, B. J. Habibie. Le président des Philippines, Fidel Ramos, dont le mandat expire en mal, ne fera pas non plus le

Vers la création d'un fonds régional

Signe de la volonté des Européens d'intensifier leur coopération commerciale, les deux plans - Trade Facilitation Action Plan (TFAP) et l'Investment Facilitation Action Plan (IFAP) -, décidés en septembre 1997 lors de la réunion des ministres du commerce extérieur de l'ASEM au Japon, seront confirmés au cours du sommet. Ils officialisent l'engagement de chaque pays membre à faciliter les échanges commerciaux et les investissements. Instances de concertation, ils favoriseront le dialogue au sein de l'Organisation mondiale du commerce et freineront les tentatives de protectionnisme. A l'initiative de la Grande-Bretagne, un Fonds d'assistance technique, doté d'une cinquantaine de millions de dollars (la France et la Grande-Bretagne ont déjà annoncé leur contribution de 10 millions de dollars chacune) devrait voir le jour. Destiné aux pays asiatiques touchés par la crise, ce fonds financera la mise à disposition d'experts pour la réforme des systèmes financiers et l'accompagnement des effets sociaux liés aux plans de sauvetage.

premier sommet. On projette de mettre à la disposition des Asiatiques, en liaison avec l'aide du FMI et sous l'administration de la Banque mondiale, un « fonds d'assistance technique » doté d'une cinquantaine de millions de dollars ainsi que des garanties de crédits à l'exportation. On parle aussi d'une « déclaration » à part sur la crise, afin de souligner l'importance que l'UE lui attache.

Le sommet devra, toutefois, s'accommoder de quelques absences. Si la plupart des pays asiatiques seront représentés par leur président ou leur chef de gouver-

nement et sera représenté par le président du Sénat. « Le risque de Londres est celui d'un faux succès », selon la formule d'un diplomate européen. Peut-être faudra-t-il même attendre la naissance de l'euro pour que l'Asie orientale mesure mieux le poids de l'Europe.

Et que l'UE, par réaction, intègre dans son champ d'optique une Extrême Asie dont les difficultés actuelles ne devraient pas, à long terme, occulter l'exceptionnelle vitalité.

Jean-Claude Pomoni

Singapour séduit toujours les Français

SINGAPOUR
de notre envoyé spécial

Jacques Chirac, chacun le sait, s'entend fort bien avec Lee Kuan-yew, le patriarche de Singapour. Voilà plus de deux ans, le président de la République a choisi cette ville pour y prononcer le « message à l'Asie » de son septennat. Or, l'Asie a beau être en crise, les Français continuent de s'installer dans cette île-Etat peuplée de 3,5 millions d'habitants seulement. La communauté française vient d'y franchir le cap des trois mille membres, soit l'équivalent de celle de Thaïlande, jusqu'alors la plus nombreuse de l'Asie du Sud-Est.

Les effets de la crise économique asiatique et la menace renouvelée de brouillards polluants venus d'Indonésie n'ont donc pas arrêté le mouvement. Créé en 1995 et logé dans une bâtisse d'époque coloniale joliment restaurée, le Centre français d'affaires affiche déjà pratiquement complet. Singapour est devenu, après la Chine et le Japon, le troisième partenaire commercial de la France en Asie, loin devant

l'Indonésie. Plus de quatre cents sociétés françaises y ont un siège. Un nouveau lycée français d'une capacité de mille élèves doit y ouvrir ses portes en 1999, l'actuel devenant insuffisant.

POUR LA QUALITÉ DE LA VIE

Délicat, pâtisseries-boulangers spécialisés dans la restauration légère, fait un tabac. Cette société est même cotée en Bourse. Dans le vaste supermarché qui demeure Singapour en dépit d'un premier recul du tourisme, les grandes marques françaises sont visibles partout. Carrefour s'y est installé en 1997. De riches Singapouriens ont appris à goûter de bons vins et quelques fromages. En outre, la finance française a, de longue main, établi ses quartiers régionaux dans une place encore bien chère, mais dont les services sont jugés, de loin, les meilleurs.

Bien entendu, aucun Français ne sous-estime l'interdépendance entre ce centre financier et des voisins, surtout l'Indonésie, en pleine crise. Le marché de l'immobilier est à la baisse depuis

1997, et les revenus des banques singapouriennes sont sérieusement entamés. Certains font même valoir que Bangkok, centre régional concurrent, aussi embouteillé soit-il, offre désormais l'avantage supplémentaire d'être encore beaucoup moins coûteux. La prudence est donc de rigueur.

Et pourtant, même si la remontée du taux de pollution préoccupe déjà certaines mères de famille, l'argument de la « qualité de la vie » l'emporte encore sur le risque de l'ennui dans une cité-jardin sans grande poésie. Les arrivées se succèdent. En janvier, GEC-Alsthom y a emporté un contrat de 1 milliard de francs pour le matériel roulant d'une nouvelle ligne de métro. L'Airbus s'y vend encore bien, et Alcatel, associé en consortium, va installer un câble sous-marin reliant l'île au Japon via la Corée du Sud, après en avoir installé un vers l'Europe. Tout en s'interrogeant, les Français continuent de débarquer.

J.-C. P.